



**UNIVERSITE CHEIKH
ANTA DIOP DE DAKAR**

**LABORATOIRE DE RECHERCHES
ECONOMIQUES ET MONETAIRES**

Amadou SOUMARÉ

**L'OPTIMALITÉ DE LA ZONE UEMOA : UNE
ANALYSE CRITIQUE DES THÉORIES
TRADITIONNELLES ET MODERNES**

Document de travail n° 4

Octobre 2013

**LAREM – UCAD
Sénégal**

Résumé

Cet article porte sur l'évaluation de l'optimalité de l'UEMOA en fonction des critères traditionnels des ZMO et des théories de la convergence économique. Nos résultats montrent que la zone n'est pas optimale aux regards des théories traditionnelles. En effet, l'héritage colonial et le profil des exportations des pays de l'UEMOA font que les échanges intra-zones sont moins importants que les échanges avec l'Europe (la France en particulier). Egalement, la faiblesse du marché financier de l'UEMOA ne favorise pas une grande mobilité des capitaux.

En outre, l'étude de la convergence de l'UEMOA montre une absence de rapprochement global des pays de la zone. On note plutôt l'existence des clubs de convergence.

Classification JEL : E32, C12

Mots clés : ZMO, convergence et UEMOA

Abstract

This paper is an assessment of the optimality of the WAEMU with reference to traditional OCA criteria and theories of economic convergence. Our results show that the area is not optimal from the eyes of traditional theories. Indeed, the colonial legacy and the profile of exports WAEMU countries mean that intra-trade zones are less important than trade with Europe (especially France). Also, the weakness of the financial market of the WAEMU does not promote capital mobility. Instead, it notes the existence of convergence clubs.

Classification JEL: E32, C12

Keywords: OCA, convergence and WAEMU

Introduction

Les motivations pour la mise en place d'une Union économique et monétaire (UEM) sont d'ordre politique et économique comme l'estime Christian DEBLOCK (1994) « *depuis ses tout débuts, le projet économique européen s'est doublé d'un volet politique* ».

Du point de vu économique, déjà les Classiques, en particulier John STUART MILL, « *estimaient que le régime le moins couteux en termes de bien-être était celui d'une seule et même monnaie circulant dans le monde entier*», (DIEMER 2003). En effet, la stabilité monétaire est déterminante pour la stabilité des prix dans une UEM. Elle permet aussi d'éliminer les risques liés au taux de change et les coûts liés à la conversion des monnaies. D'une manière plus élargie, la monnaie commune permet de diminuer les coûts de transactions, offrent à ses participants des économies d'échelle¹. En somme, elle fait bénéficier les pays membres une croissance forte et réalisatrice d'emplois.

La mise en place de la monnaie unique est précédée par quatre étapes qui sont : la zone de libre échange, l'union douanière, le marché commun et l'union économique (Bela BALASSA 1961). Ces étapes jouent un rôle important dans la promotion des échanges et permettent de définir la politique commerciale commune.

Ce volet politique, qui est le deuxième argument de la réalisation d'une UEM permet aux membres de réaliser des économies d'échelle et au consommateur de bénéficier de prix abordables. Il favorise aussi la concurrence et l'innovation.

Cependant, les effets positifs d'une UEM dépendent de son optimalité². L'une des causes principales des échecs des Union Latine et Scandinave est la différence de niveau de développement des pays membres de ces dernières (Jérôme TROTIGNON et Bernard YVARS 2002). La convergence des structures économiques des pays membres d'une Union est déterminante dans l'optimalité et dans la lutte contre les chocs asymétriques³. La littérature sur l'évolution similaire des Etats membres d'une Union a été développée par les travaux de MUNDELL en 1961. Depuis cette date, ce thème a nourri une littérature abondante. Il est toujours actuel à cause de la persistance des chocs asymétriques qui menacent la survie des zones monétaires comme celles de l'Union Européenne (UE), la Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC) et l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA⁴).

Plusieurs recherches ont tenté d'évaluer l'optimalité de l'UEMOA, mais les résultats obtenus sont différents. Parmi ces études on peut noter les travaux de BAMBA N. et DIOMANDE K. (1998 et 2001), d'Ary TANIMOUNE et Patrick PLANE (2005), NKODIA et SARR (2007) qui ont noté l'absence de convergence nominale et/ou structurelle dans

l'UEMOA. A ces études s'ajoute la contribution de NDIAYE (2008) qui a mis en exergue l'existence de clubs de convergence dans l'UEMOA.

L'objectif de cette recherche est d'évaluer l'optimalité de la zone UEMOA grâce à une analyse critique des différentes recherches sur le rapprochement des Etats de l'Union.

Dans cette perspective, nous allons dans un premier temps faire une analyse qui nous permettra de situer l'optimalité de l'UEMOA à l'égard des théories traditionnelles et dans un second temps apprécier la convergence économique dans la Zone.

I. Les théories des zones monétaires optimales (ZMO) : une revue de la littérature

La formation des zones monétaires engendre l'uniformisation de la politique monétaire. Pour que les difficultés économiques n'aient pas des effets différenciés sur les économies des pays intégrés, la théorie des zones monétaires optimales donne les critères économiques à observer dans une Union monétaire.

1. Les approches traditionnelles des ZMO

Les développements traditionnels des chercheurs sur les ZMO portent sur la mobilité des facteurs, le degré d'ouverture et la diversification de la production

1.1. L'approche de la zone monétaire optimale par la mobilité des facteurs

Le plus important critère de l'optimalité d'une zone monétaire selon R. MUNDELL 1961 est la mobilité des facteurs travail et capital. Cette importance est mesurée relativement au reste du monde. En effet selon lui, la mobilité de ces deux facteurs devrait être supérieure à l'intérieure d'une zone à taux de change fixe que par rapport au reste du monde, avec lequel existent des taux de change flexibles.

MUNDELL estime qu'en cas de choc asymétrique qui entraîne le déplacement de la demande d'un pays à un autre, la conséquence sera le chômage dans le pays de départ et l'inflation dans le pays d'accueil. Dans la mesure où le taux de change ne peut être utilisé pour un ajustement de la demande, seule la mobilité du facteur capital et du travail et la flexibilité du taux de salaire, à l'intérieur de l'Union permettra de résorber le déséquilibre.

MUNDELL considère que la mobilité du facteur travail peut être atteinte en utilisant la flexibilité du taux de salaire. En effet, dans une zone monétaire, un pays qui a subi des effets négatifs à cause d'un choc asymétrique, peut rétablir l'équilibre en améliorant sa compétitivité grâce à une diminution du taux de salaire. L'effet attendu de cette mesure est la diminution du coût de production, une stimulation de la demande et une résorption du chômage.

La résorption d'un choc asymétrique par mobilité du capital financier a été développée par J. C. INGRAM (1969). Selon cet auteur, la mobilité des capitaux peut permettre de lutter contre les chocs asymétriques grâce aux transferts de capitaux des pays à capacité de financement vers les pays à besoin de financement. Il souligne l'importance du niveau

d'intégration des marchés financiers pour l'adoption d'un taux de change fixe. Ingram accorde une importance primordiale à la mobilité des capitaux à long terme qui sont déterminante dans la recherche d'une croissance économique.

1.2. L'approche de la zone monétaire optimale par le degré d'ouverture économique

L'un des intérêts d'une Union économique et monétaire est de faciliter le développement des échanges. Pour R. MCKINNON (1963), le développement du commerce est lié au degré d'ouverture qui est défini comme le rapport entre les exportations et les importations. Il estime que plus le lien entre des pays est important, plus ces derniers auront intérêt à avoir un taux de change stable voir uniforme qui facilitera le développement des échanges. KRUGMAN (1990) et DE GRAUWE (1994) soulignent que ce développement des échanges est favorisé non seulement par la baisse du risque dû à la fixation du taux de change, mais est aussi liée à l'interdépendance des économies partenaires.

Cependant, pour KRUGMAN (1993), la fixité du taux de change pourrait accentuer la vulnérabilité des Etats d'une Union aux chocs asymétriques. Il s'appuie sur les préceptes des théories du commerce international selon lesquelles l'intégration a pour conséquence une plus grande spécialisation relativement aux avantages comparatifs et une plus grande exposition des pays d'une Union aux chocs asymétriques. Contrairement à Krugman, Frankel et Rose (1997 et 1998) estiment que l'intégration favoriserait l'augmentation du commerce bilatéral et la réduction des chocs asymétriques. Ces arguments poussent MELITZ (1995) à considérer que le degré d'ouverture constitue le critère indispensable d'une ZMO.

Néanmoins, il faut noter que le critère du degré d'ouverture a été rejeté par certains auteurs comme moyen pour évaluer l'optimalité d'une Union. D'abord parce que l'approche de MCKINNON et les études subséquentes ne définissent pas une valeur seuil du degré d'ouverture à partir de laquelle une UEM peut être considérer comme optimale. En suite, on note que les méthodes de mesures du degré d'ouverture varient fortement d'un auteur à l'autre (MELITZ 1991 et Michel BEINE 1998).

1.3. L'approche par la diversification de la production

P. KENEN (1969) souligne l'importance du degré de diversification de la production dans l'optimalité d'une zone monétaire et la lutte contre les chocs asymétriques. Il l'explique par le fait que les pertes accusées dans un secteur peuvent être compensées par les revenus des autres secteurs de telle sorte que l'équilibre macroéconomique de l'Union n'en sera pas sensiblement affecté. De plus, « *la diversification aura pour effet de compenser l'éventuelle immobilité internationale du travail par une mobilité intersectorielle* » Michel BEINE (1998). L'importance de ce critère pour la réalisation d'une UEM est reconnue par plusieurs auteurs (MASSON et TAYLOR (1992), BAYOUMI et EICHENGREEN (1992), BROCIER et LEVINE (1992), MELITZ (1995)).

Cependant, comme pour le degré d'ouverture, la mesure de la diversification de la production présente des limites. Les statistiques et les méthodes utilisées influencent les résultats des chercheurs⁵.

2. Les approches modernes des ZMO

Les écrits récents sur l'optimalité des Unions ce sont concentrés sur les avantages liés au fédéralisme budgétaire et à la convergence économique.

2.1. L'approche par le fédéralisme budgétaire

JOHNSON (1970) considère le fédéralisme budgétaire comme un critère de ZMO. Le budget fédéral est un budget commun constitué par les membres d'une UEM pour la stabilisation des fluctuations macroéconomiques. Une forte intégration fiscale réduit les fluctuations du taux de change réel, JOHNSON (1970). Aussi, la complémentarité entre la politique monétaire et budgétaire dans toute économie fait qu'une politique de stabilisation communautaire est primordiale pour la réussite d'une union monétaire (MCDUGALL 1977).

Toutefois, ce mécanisme stabilisateur du système budgétaire fédéral possède des inconvénients majeurs. D'abord, parce que ce mécanisme automatique peut engendrer un aléa moral : le transfert de revenus automatique aux pays qui ont des difficultés conjoncturelles n'incitent pas ces derniers à recourir à d'autres moyens d'ajustements économiques. Ensuite, un pays touché par un choc négatif tend à être rémunéré par un transfert de revenus systématique de la part des autres pays membres. En fin, les pays ne peuvent plus utiliser la politique budgétaire d'une manière indépendante pour la résorption des déséquilibres.

2.2. L'approche par la convergence économique

COOPER (1977) et KINDLEBERGER (1986) ont mis en exergue l'importance de l'homogénéité des préférences dans l'optimalité d'une monétaire. Ces auteurs estiment que pour qu'une Union monétaire fonctionne, il faut que les pays membres aient des objectifs de politique économique qui convergent. Cette convergence de la demande permet une harmonisation des taux d'inflation et des taux d'intérêt (convergence nominale) ainsi que la cohérence des taux de croissance et chômage (convergence réelle).

Les études de base qui considèrent le taux d'inflation comme une condition pour la réalisation d'une ZMO sont : les études d'HABERLER (1970), FLEMING (1971) et MAGNIFICO (1974). Selon ces dernières, une UEM qui parviendrait à avoir des différentiels d'inflation nuls pourraient constituer une ZMO. En effet, le taux d'inflation influence fortement les agents économiques publics comme privés dans leurs prises de décision dans la mesure où il est un facteur important dans l'évaluation de la différence de compétitivité des

unités productrices, des comportements en matière de revendication de salariale et des orientations de la politique monétaire.

En plus du critère taux d'inflation, d'autres indicateurs (les critères de convergence)⁶ sont utilisés pour mesurer la convergence économique.

Dans le cadre de l'UEMOA, ces critères sont définis par le Pacte de convergence, de stabilité de croissance et de solidarité (PCSCS).

Le PCSCS⁷ a été adopté en 1999 pour renforcer la coordination des politiques économiques et une convergence des économies de l'Union. Il s'appuie sur huit (8) indicateurs de convergence, couvrant le secteur réel, les finances publiques et le secteur extérieur. Ces indicateurs sont regroupés en quatre (4) critères de premier rang, et quatre (4) autres de second rang.

II. Analyse critique des évaluations empiriques des théories des ZMO dans l'UEMOA

Beaucoup d'études, qui se sont intéressées à l'étude de la viabilité de la zone UEMOA, ont tenté de mettre en exergue la symétrie ou non des chocs qui frappent la zone. Ces études portent sur l'évaluation des critères traditionnels (mobilité des facteurs de production, degré d'ouverture des économies et spécialisation et diversification sectorielle) et sur la convergence nominale et réelle des pays de l'UEMOA.

1. Discussion des travaux empiriques sur les critères traditionnels

A cause de l'héritage colonial, les échanges des pays de l'UEMOA et de la CEMAC avec la France sont plus importants que leurs échanges intra-communautaires. Ceci affecte considérablement l'échange intra-zone qui est déterminant pour l'optimalité d'une l'Union d'après les théories traditionnelles des ZMO. Les tableaux suivants donnent le profil des échanges au niveau de l'UEMOA.

Tableau 1 : Origine des importations de l'UEMOA (1996)

	UEMOA	Zone Franc	Afrique	Pays Industriels
Bénin	7,1 %	7,1 %	8,7 %	58,4 %
Burkina	19,4 %	19,8 %	25,8 %	38,2 %
Côte d'Ivoire	1,1 %	1,7 %	22,4 %	63 %
Guinée-Bissau	7,5 %	7,5 %	9,4 %	70,8 %
Mali	23,4 %	23,4 %	49,2 %	37,5 %
Niger	8,7 %	8,7 %	28,8 %	38,5 %
Sénégal	3,8 %	5,6 %	11,3 %	70,9 %
Togo	8,4 %	15,7 %	38,7 %	30,1 %
UEMOA	7,9 %	9,3 %	24,9 %	53,4 %

Source: FMI (*Direction of trade*)

Les importations des pays de l'UEMOA provenant des pays industriels sont plus importantes que les achats de biens et services provenant des pays d'Afrique et de la zone franc en 1996. Cette situation est sensiblement la même avec les exportations qui ont pour destination principale le reste du monde (Afrique, 19,3 % et pays industrialisés, 61 %) durant la même année. Les exportations vers les pays partenaires n'ont représenté que 8,3 %.

Tableau 2 : destination des exportations de l'UEMOA (1996)

	UEMOA	Zone Franc	Afrique	Pays Industriels
Bénin	2,7 %	2,7 %	16,7 %	36,1 %
Burkina	5,7 %	5,7 %	13,4 %	26,3 %
Côte d'Ivoire	8,9 %	10,2 %	20 %	70,4 %
Guinée-Bissau	1,2 %	1,2 %	2,4 %	49,4 %
Mali	3,6 %	3,6 %	9,3 %	37,9 %
Niger	1,2 %	1,2 %	10,6 %	72,9 %
Sénégal	11,3 %	13,6 %	22,1 %	43,1 %
Togo	6,5 %	7,3 %	23,3 %	28,5 %
UEMOA	8,3 %	9,6 %	19,3 %	61 %

Source: FMI (*Direction of trade*)

Tableau 3 : structure du commerce intracommunautaire sur la période 2006-2010

	<i>Importateurs</i>									
	Benin	Burkina	CI	Guinée- Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	
<i>Exportateurs</i>	Bénin	0,0	0,7	0,9	0,0	4,8	0,8	0,4	0,5	8,1
	Burkina	0,5	0,0	1,3	0,0	1,3	0,8	0,1	0,3	4,3
	Côte d'Ivoire	4,3	15,2	0,0	0,3	11	2,6	5	5,4	43,9
	Guinée- Bissau	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,4
	Mali	0,2	0,9	1,4	0,0	0,0	0,1	2,4	0,1	5
	Niger	0,1	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,6
	Sénégal	0,6	1	2,3	2,3	16,1	0,3	0,0	0,8	23,5
	Togo	5,7	3,5	0,9	0,0	1,7	1,9	0,5	0,0	14,2
	UEMOA	11,4	21,4	7,1	2,7	34,9	6,6	8,8	7,2	100

Source: BCEAO, cellule sous-régionale

La situation de 1996 n'a pas sensiblement évolué comme le montre le tableau ci-dessus. Les pays qui échangent entre eux le plus sont le Sénégal et le Mali (16,1 %), et la Côte d'Ivoire et le Burkina (15,2 %). Ceci pourrait s'expliquer par la proximité. Donc on peut présumer que c'est la faiblesse des réseaux de communication qui est une des causes de la faiblesse des échanges intracommunautaires. L'autre déterminant de la faiblesse du commerce entre les pays de l'UEMOA pourrait être lié à la nature des produits exportés qui sont pour la plupart des produits primaires. Cet état des échanges intracommunautaires à pour corollaire une faiblesse des flux de capitaux intra-zone. Cependant, l'évaluation de l'importance des relations entre les pays de la zone pourrait être limitée par l'importance des échanges informels qui échappent aux statistiques officiels. Ces échanges avoisinent le quart des importations officielles et environ 5 % du PIB pour le Bénin et le Niger (EGG et HERRERA 1998. Citer par DECALUWE et *al.* 2000).

En outre, la faiblesse de la mobilité des facteurs dans l'UEMOA doit être relativisée pour le facteur travail. L'importance des flux migratoires peut être expliquée par les liens historiques et par la monnaie commune (DECALUWE et *al.* 2000).

D'après les développements de MUNDELL (1961) et de MCKINNON (1963) on pourrait considérer que l'UEMOA n'est pas une zone monétaire optimale. Malgré l'importance du degré d'ouverture des pays de la zone (Rapport direction du trésor français, 1998), le commerce intra-zone est faible. Aussi, les pays de l'UEMOA sont très sensibles aux chocs exogènes et, les pays comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont plus industrialisés que les autres pays membres de l'UEMOA (NUBUKPO 2012).

Pour mieux évaluer l'optimalité de l'UEMOA nous allons faire une étude critique de la convergence des pays de la zone.

2. Discussion des travaux empiriques sur les critères modernes

L'évaluation de la convergence économique des pays de l'UEMOA porte essentiellement sur l'état de la convergence nominale, réelle et structurelle.

2.1. L'état de la convergence nominale des économies des pays de l'UEMOA

L'étude de l'évolution des critères de convergence montre que les pays de l'Union ont respectés différemment les normes. Sur la période allant de 1997 à 2008, la majorité des pays n'ont pas respecté le critère clé, et la position des Etats par rapport à ce critère n'a cessé de se détériorer durant cette période (4 pays ont pu respecter le critère en 1997, aucun en 2005 et seulement 2 en 2008). Pour ce qui est des normes relatives au taux d'inflation et à l'encours de la dette, des résultats satisfaisant ont été enregistré par la plupart des pays membres de l'UEMOA. Pour ce qui est des critères restant, la moitié des pays arrive à les respecter les critères relatifs à la non accumulation d'arriérés de paiement, au rapport de la masse salariale sur recettes fiscales et à la part des investissements dans ressources internes. Cependant, des efforts conséquents sont nécessaires pour améliorer le solde extérieur courant et diminuer le taux pression fiscale. Les difficultés liées au respect des critères de convergences ont fait que la phase de stabilité du PCSCS, initialement prévue en 2003 n'a pas pu être respectée. Par conséquent, en 2004, la commission de l'UEMOA estimait que les pays de l'Union devraient prendre des mesures adéquates pour que la phase de convergence soit respectée en 2005.

Cette recommandation a permis une amélioration de la position des pays de l'UEMOA par rapport au respect des critères du Pacte⁸. Cette tendance positive a été confirmée par les résultats de DIOP Papa Lamine (2005) qui ont mis en exergue un rapprochement économique des Etats de l'Union.

Cependant, cette évolution favorable de la convergence n'a pas été suffisante pour la réalisation de la phase de stabilité. La faiblesse de la convergence nominale des pays de l'UEMOA sur la période 1994-2002 mise en exergue par Ary TANIMOUNE et Patrick PLANE (2005) prévoyait la non réalisation des phases de stabilité et de convergence du PCSCS.

Comme le Pacte de l'UE, les limites du PCSCS ont conduis à son actualisation dans les programmes pluriannuels de 2005-2007 et de 2006-2008, mais ses normes sont restés sensiblement les mêmes.

2.2. La convergence réelle et structurelle des économies des pays de l'UEMOA

La convergence réelle des économies des pays d'une Union se manifeste par la réduction des disparités entre les pays en termes de PIB par tête et de niveau de vie

économique et sociale des populations (BARRO et SALA-I-MARTIN 1990). Cette forme de convergence peut être absolue ou conditionnelle.

La convergence absolue stipule que le PIB par tête des pays converge vers un état cible qui doit être stable, quelques soient les conditions initiales. Cette hypothèse de la convergence absolue envisage le rattrapage des pays riches par les pays pauvres⁹. La convergence absolue a été rejetée par les protagonistes¹⁰ de la convergence conditionnelle et des clubs de convergence.

L'estimation de la convergence réelle des pays de l'UEMOA par Adama COMBEY et Comla MALLY (2010) montre une convergence conditionnelle des pays sur la période 1997-2008. Ils expliquent ce rapprochement par l'effet positif du PCSCS sur le niveau de revenu global réel par tête et sur le niveau de vie des populations de l'Union. Cependant, ce résultat est à relativiser à cause de l'horizon temporel qui est très court, et sur la non prise en compte de l'aspect monétaire de la pauvreté. L'étude de DIOP (2000) montre une tendance à la convergence des taux d'inflation des pays de l'UEMOA vers le seuil défini par le PCSCS (3 %), excepté la Guinée Bissau. Il constate aussi un processus de convergence réelle des économies de l'UEMOA sur la période 1975-2001, contrairement au niveau de la CEDEAO où il constate des écarts au niveau PIB par tête. Ceci pourrait s'expliquer par la différence des conditions initiales des pays. En effet, certains pays de la CEDEAO exportent du pétrole, d'autres non. Un choc énergétique a donc des effets différenciés sur la richesse de ces pays. Cette tendance à la convergence des économies de l'Union a été aussi constatée par l'étude de NDIAYE M. (2007). Il estime que processus est globalement lent sur la période 1980-2000. Mais, durant les sous période 1980-1993 et 1994-2000, la convergence absolue du PIB par habitant était respectivement 0,73 % et 1,5 %. L'amélioration conjointe des richesses des pays durant la deuxième sous période semble être due aux effets positifs de la dévaluation du franc CFA et des mesures d'accompagnement de cette mesure.

Toutefois, BAMBA N. L. et DIOMANDE K. (1998) concluent que la convergence nominale des pays de l'UEMOA n'a pas aboutit à leur convergence structurelle. Ils ont aussi constatés des processus de convergence différenciés au niveau de l'Union qu'ils ont classés en trois groupes. Le premier groupe (Bénin et Burkina Faso) tend à converger vers la première puissance de l'Union (la Côte d'Ivoire), le second groupe (Sénégal et Mali) tend à affluer vers la moyenne de l'UEMOA et le troisième groupe (Niger et Togo) qui est soit divergent ou converge vers les références ci-dessus. Mohamed Ben NDIAYE (2007) constate aussi « *des spécificités structurelles dans le processus de convergence de l'UEMOA* ». De plus, la faiblesse des vitesses de convergence mise en lumière par cette étude montre l'existence de clubs de convergence au niveau de l'UEMOA. Le premier club est constitué par des pays ayant un niveau de convergence supérieur moyenne (Côte d'Ivoire et le Sénégal), les second

est composé de pays dont la vitesse de convergence est inférieure à la moyenne (Bénin, Burkina, Mali, Niger).

Conclusion

Cet article a porté sur une analyse critique des théories des ZMO appliquées à l'UEMOA. Elle montre une faiblesse de la mobilité des biens, des services et des capitaux intra-zone. Les statistiques montrent que les importations des pays de l'UEMOA provenant des pays industriels sont plus importantes que les achats de biens et services provenant des pays d'Afrique et de la zone franc en 1996. Cette situation est sensiblement la même avec les exportations qui ont pour destination principale le reste du monde (Afrique, 19,3 % et pays industrialisés, 61 %) durant la même année. Les exportations globales vers les pays partenaires n'ont représenté que 8,3 %. Ce chiffre est plus important pour les deux leaders de la zone avec leur voisin le plus proche. Le niveau des échanges entre le Sénégal et le Mali est de 16,1 %, et celui de la Côte d'Ivoire et du Burkina est de 15,2 %. La faiblesse des échanges de biens et services et le faible développement financier font que l'échange de capitaux intracommunautaire est faible. Donc d'après les apports de MUNDELL, MCKINNON l'UEMOA n'est une ZMO.

Concernant la convergence économique, le non respect des critères de convergence par presque tous les pays de l'Union montre l'absence d'une convergence nominale dans la zone, par conséquent une absence de convergence réelle. Cependant, il a été noté une tendance de rapprochement de certains pays (clubs de convergence). Le premier club est constitué par des pays ayant un niveau de convergence supérieur à la moyenne (Côte d'Ivoire et le Sénégal), le second est composé de pays dont la vitesse de convergence est inférieure à la moyenne (Bénin, Burkina, Mali, Niger).

La faiblesse de la vitesse de convergence et l'existence de clubs convergence dans l'UEMOA montré par notre analyse semble indiquer également que la zone n'est pas optimale. Ce résultat montre la nécessité de revoir les critères du PCSCS.

Notes

¹ Auteur correspondant : Enseignant-Chercheur au Laboratoire de Recherches Economiques et Monétaires (LAREM), Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar-Sénégal. Il est spécialiste des questions budgétaires, monétaires, bancaires, financières et de l'intégration. Boite Postale 5005 Dakar-Sénégal, Email : asoumare@larem-ucad.com et amadousoumare15@yahoo.fr.

² Elles correspondent à la baisse du coût moyen d'un produit qu'obtient une entreprise en accroissant la quantité de sa production.

³ Une zone monétaire optimale est une zone géographique dans laquelle il serait bénéfique d'établir une monnaie unique afin de favoriser à la fois la croissance, la consommation et l'investissement.

⁴ Un choc asymétrique est un choc d'offre ou de demande qui affecte de manière différente deux régions (ou pays) qui ont décidé d'adopter une monnaie commune.

⁵ Créée le 10 Janvier 1994, l'Union est constituée par le Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau (depuis 2 mai 1997), Mali, Niger, Sénégal et le Togo.

⁶ Voir Krugman (1993) et Frankel et Rose (1997).

⁷ Voir Les critères de Maastricht et le Pacte de Stabilité et de Croissance (1997).

⁸ Voir la Thèse du Dr. Soumaré (2015).

⁹ Voir rapport Surveillance multilatérale (2008).

¹⁰ Voir Slow (1956), Baumol (1986) et Bruce Elmslie (1995).

¹¹ Barro et Sala-i-Martin (1991), Mankiw et al. (1992) Barro (1991) et Quah (1996), Durlauf et Johnson (1992) et Barthélemy et Varoudakis (1995).

Bibliographie

- BALASSA, B. 1961. « The Theory of Economic Integration ». Homewood, Richard D. Irwin, INC.
- BAMBA, N. L. 2004. « Analyse du processus de convergence la zone UEMOA ». *UNU World Institute for Development Economics Research*.
- BARRO, R. 1991. « Economic Growth in a Cross-Section of Countries ». *Quarterly Journal of Economics*, 106.
- BARRO, R. and X. SALA-I-MARTIN. 1991. «Convergence across States and Regions». *Brooking Papers on Economic Activity*, n° 1.
- BAUMOL, W. 1986. « Productivity, Growth, convergence and Welfare: what the long run data show », *American Economic Review*, 76.
- BAYOUMI, T. et B. EICHENGREEN. 1998. «Exchange Rate Volatility and Intervention: Implications of the Theory of Optimum Currency Areas». *Journal of International Economics*, vol. 45.
- BEINE, M. 1998. « L'Union Economique et Monétaire européenne à la lumière de la théorie des Zones monétaires optimales : une revue de la littérature », thèse de Doctorat, Université libre de Bruxelles.
- BERTHELEMY, J. C. et A. VAROUDAKIS 1996. «Economic Growth, Convergence Clubs and the Role of Financial Development», *Oxford Economic Papers*, 48(2), pp. 300-328.
- BOURRINET, J. 2005. « *Reconnaissance et méconnaissance du principe : la nécessaire réforme du pacte de stabilité et de croissance (PSC)* ». *RAE* 2005 n°1, pp. 97-103.
- COMBEY, A. et C. MALLY 2010. « The impact of Convergence, Stability and Growth Pact on real convergence in the WAEMU ». *MPRA Paper* n024408, August 2010.
- Commission Européenne 1977. «Réflexion sur le rôle des finances publiques dans l'intégration européenne». Rapport McDougall.
- COOPER, R. N. 1977. « Worldwide versus Regional Integration: Is there an Optimum Size of the Integrated Area? ». *Economic Integration Worldwide, Regional, Sectoral*, Edited by F. Machlup, MacMillan press.
- DE GRAUWE, P. 1994. «The Economics of Monetary Integration», seconde édition, Oxford University Press.
- DEBLOCK, C. 1994. « Les contours du nouveau régionalisme économique », Montréal: Cahier de recherche GRIEC, 94-7, 31 p.
- DECALUWE B., Y. DISSOU et A. PATRY 2000. «Union douanière au sein de l'UEMOA : une analyse quantitative», *Revue économique*, vol.52, n°4, juillet.

DIEMER, A. 2003. « Croissance, convergence, monnaie et démocratie ». Congrès « Monnaie, convergence et croissance », AIELF, 26-27-28 mai 2003, Athènes.

DIOP, P. L. 2002. « Convergence nominale et convergence réelle ». Etudes et recherches de la BCEAO n° 531.

DURLAUF S., N. et P.A. JOHNSON 1992. «Multiple Regimes and Cross-Country Growth Behavior». *Journal of Applied Econometrics*.

ELMSLIE, B. T. 1995. «The convergence Debate between David Hume and Josiah Tucker». *Journal of Economic Perspectives*, 9(4): 207-16.

FLEMING, J. 1971. «On exchange rate unification». *the economic Journal*, vol.81.

FRANKEL, J.A. et A.K. ROSE 1997. « Is EMU more Justifiable Ex Post than Ex Ante? ». *European Economic Review*, vol. 41, n°3-5, pp. 753-760.

HABERLER, G. 1970. «The International monetary system: some recent developments and discussions». Princeton University Press.

INGRAM, J. C. 1969. «Comment: The Optimum Currency Problem» in R.A. Mundell and A. Swoboda, *Monetary Problems in International Economy*, University of Chicago Press.

JOHNSON, H. G. 1970. «The Case for Flexible Exchange Rates». in G. N. Halm, *Approaches to Greater Flexibility to Exchange Rates*, Princeton.

KENEN, P. 1969. «The Theory of Optimum Currency Areas: An Eclectic View». in R. MUNDELL, R. et A. SWOBODA. eds. «Monetary Problems in the International Economy». Chicago, University of Chicago Press.

KINDLEBERGER, C. P. 1986. «International public goods without International Government». *American economic review*, vol.76.

KRUGMAN, P. 1993. «Lessons of Massachusetts for EMU», dans F. Torres and F. Giavazzi (eds), *Adjustment and Growth in European Monetary Union*, Cambridge University Press.

MANKIW, M. G., D. ROMER et D. N. WEIL 1992. «A Contribution to the Empirics of Economic Growth». *QJE*, 107, May, VC (2), pp. 407-438.

MASSON, P.R. et M.P. TAYLOR 1992. «Common Currency Areas and Currency Unions: An analysis of the issues». Part I and II, *Journal of International and Comparative Economics*, 1 (3-4), 231-294.

MCKINNON, R. 1963. «Optimum Currency Areas». *American Economic Review*, vol.53, (4), September.

MÉLITZ, J. 1995. «The Current Impasse in Research on Optimum Currency Areas». *European Economic Review*, vol. 39.

MUNDELL, R. A. 1961. «A Theory of Optimum Currency Areas». *American Economic Review*, 4.

NUBUKPO, K. 2012. « Le policy mix de la zone UEMOA : Leçons d'hier, réflexions pour demain ». Arman Colin/ Revue du tiers monde, 2012/4, n0212.

PLANE, P. et N. A. TANIMOUNE. 2005. « Performances et convergence des politiques économiques : la zone franc en Afrique de l'Ouest ». CRDI, *Etudes et Documents*, E 2005.03.

QUAH, D. 1996. « Convergence Empirics across Countries with (some) Capital Mobility». *Journal of Economic growth*, 1, pp. 95-124.

SACHS, J. et X. SALA-I-MARTIN. 1992. «Fiscal Federalism and Optimum Currency Areas: Evidence for Europe from the United States». *CEPR Discussion Paper* n°632, mars.

SCITOVSKY, T. 1967. «*Economic Theory and Western European integration*». Stanford University Press.

SOLOW, R.M. 1956. «A Contribution to the Theory of Economic Growth». *Quarterly Journal of Economics*, Vol 70, février.

TROTIGNON, J. et B. YVARS 2002. « Chocs et politique économique en UEM ». Hachette.

UEMOA, 1999. « Acte additionnel n° 04/99 », Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de L'UEMOA, 8 Décembre.